

www.urbanisme.fr

Hors série

n° 36

20 €

LA DÉMARCHE ÉCOCITÉ

Villes durables en projet

Revue

URBANISME





Gouverner la ville durable

C'est à la délicate question de la gouvernance du développement durable, que s'attaque le géographe Philippe Estèbe, consultant (coopérative Acadie), enseignant à Sciences Po Paris, en pointant l'apparition de nouveaux acteurs – la nature, les habitants, les savants –, qui constituent autant de défis pour les institutions territoriales. La réponse à ces défis requiert à la fois de la modestie et de l'ambition.*

* Philippe Estèbe est notamment l'auteur de *Gouverner la ville mobile* (PUF, coll. "La ville en débat", 2008) et de *L'Usage des quartiers* (L'Harmattan, coll. "Logiques politiques", 2004).

La "gouvernance" est habituellement décrite comme l'un des piliers du développement durable, bien que le plus souvent ce pilier reste isolé des trois autres. Alors que ceux-ci font système, la gouvernance apparaît comme une sorte de "cerise sur le gâteau". La transformation de la sphère politique complète le tableau, mais ne constitue pas un élément décisif du système "durable". En théorie, la gouvernance de la ville durable est un exercice forcément sympathique, dans lequel les gouvernements (État, autorités locales) perdent du terrain. Il s'agit de remplacer les coalitions d'acteurs classiques, souvent décrites de manière péjorative, par ces coalitions "durables" où vont se retrouver les "habitants", les associations (on dit désormais les ONG) et quelques savants éclairés, naturalistes, hydrologues. Concertation et "expérimentation" sont les mots clés de cette nouvelle gouvernance de la ville durable, où le politique laisse le premier rôle aux forces sociales.

Ce schéma présente plusieurs problèmes qu'il est bon d'étudier si l'on souhaite franchir les obstacles qui nous séparent de la "bonne gouvernance". Il fait notamment entrer en scène de nouveaux acteurs dont les contours restent flous et dont la représentation est délicate. Il demande non pas moins, mais sans doute plus de gouvernement. Cependant, l'agenda gouvernemental se déplace : il lui revient de proposer, ou d'acter, les figures de la politique territoriale qui vont permettre d'aligner ces nouveaux acteurs, aux intérêts contradictoires et controversés.

La nature entre en scène

Le premier acteur qui entre en scène dans la gouvernance de la ville durable, c'est la "nature", dans l'acception que lui donne Bruno Latour, c'est-à-dire l'ensemble des non humains – à quoi il faut ajouter des entités géographiques et physiques dont la présence politique n'avait pas, jusqu'alors, fait problème, dès lors qu'on les considérait comme des objets inertes – on veut parler des écosystèmes dont la liste est infinie : fleuves, littoraux, montagnes, etc. Ce nouvel acteur trouve, parmi les humains, des porte-parole nombreux et mouvants, dont la robustesse politique

dépend de la façon dont le rapport à l'entité non humaine se construit. Par exemple, la stratégie "Loire vivante" portée par des ONG a gagné en robustesse, à mesure que s'élaboraient des rapports affectifs, historiques, culturels au fleuve. La victoire définitive de la stratégie s'est produite quand l'entité "Loire" dans toutes ses dimensions complexes a été adoptée par la majorité des acteurs, y compris les politiques. La place de la nature dans la gouvernance de la ville durable paraît moins immédiate que dans des espaces plus évidemment "naturels", mais la question est tout aussi prégnante. La nature en ville est aujourd'hui représentée soit par des espèces et espaces domestiqués (les animaux domestiques, les parcs, les zoos, les fleuves et les étendues aquatiques canalisées), soit par des espèces et espaces tolérés (les pigeons, les moineaux...), soit par des espèces considérées comme nuisibles ou dangereuses et, à ce titre, pourchassées (rats, cafards, sansonnets, etc.). La gouvernance de la ville durable doit trouver les moyens concrets d'intégrer ces non humains dans son paysage. Il paraît difficile d'inclure, dans un système fondamentalement humain, des entités considérées comme nuisibles – mais il faudra sans doute le faire, dans un souci d'équilibre systémique. Les massacres de vaches au moment de l'épidémie de prion ne sont que la médiatisation de ce que subissent depuis plusieurs siècles rats et pigeons dans les villes.

Les habitants se cherchent

Le deuxième acteur problématique, ce sont les habitants. Ce concept est nouveau et intéressant. La notion d'habitant n'a jamais été très usitée en France, toute la scène politique étant occupée par le citoyen. Or, la citoyenneté s'appuie sur des limites territoriales précises, établissant une différence entre un "dedans" et un "dehors", alors que l'habitant connaît un espace flou qui, d'ailleurs, se déplace avec lui. Qu'est-ce que l'habitant d'une ville ? Celui qui y dort ? Celui qui y vit quatre ou cinq jours par semaine ? Celui qui y entre tous les jours pour travailler ? Celui qui y vient une fois par semaine pour consommer ? Qui doit prioritairement avoir la parole ? Chacun est légitime à intervenir

